

CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Conférence du Club Convaincre du lundi 8 Septembre 2025

La réindustrialisation de la France par Jean Paul Kovalevsky, chef d'entreprise

La réindustrialisation est devenue un objectif partagé par la plupart des partis politiques tout comme des analystes de la situation économique et financière de la France.

Y a-t-il réellement un phénomène de désindustrialisation de la France ? Ce phénomène existe-t-il ailleurs en Europe et aux Etats Unis ?

Alors que le montant total des aides de l'Etat aux entreprises est similaire à celui des autres pays, pourquoi cette déception devant leur résultats ? Pour quelles raisons les chefs d'entreprises sont-ils si réservés devant les plans de relance industriels qui se succèdent ?

Si la question du développement économique et de la croissance est ancienne, celle de l'industrialisation de la France est nouvelle. Elle est maintenant approuvée par la quasi-totalité des partis politiques et des économistes. Mais de manière évidente, derrière un même mot se cachent bien des divergences.

Pour commencer, que recouvre l'activité industrielle ? La définition convient assez bien aux petites entreprises n'ayant qu'une seule activité. Dans une plus grosse entreprise, le département ingénierie est considéré comme activité manufacturière. Mais si cette ingénierie devient autonome, elle sort de l'industrie pour entrer dans les services.

Il est évident que l'industrie française pèse bien plus sur l'économie de notre pays que les maigres 7% que l'on trouve dans les tableaux.

Dans un premier temps, je vais rapidement présenter la situation de l'industrie dans le monde, en Europe et en France. Vous verrez combien la situation française est très particulière et bien différente de celles des autres pays européens.

Puis, je vais vous proposer quelques réflexions d'un chef d'entreprise et de cadre dans l'industrie sur les mots de souveraineté, de patriotisme, d'aide de l'Etat, d'innovation, de formation professionnalisante...

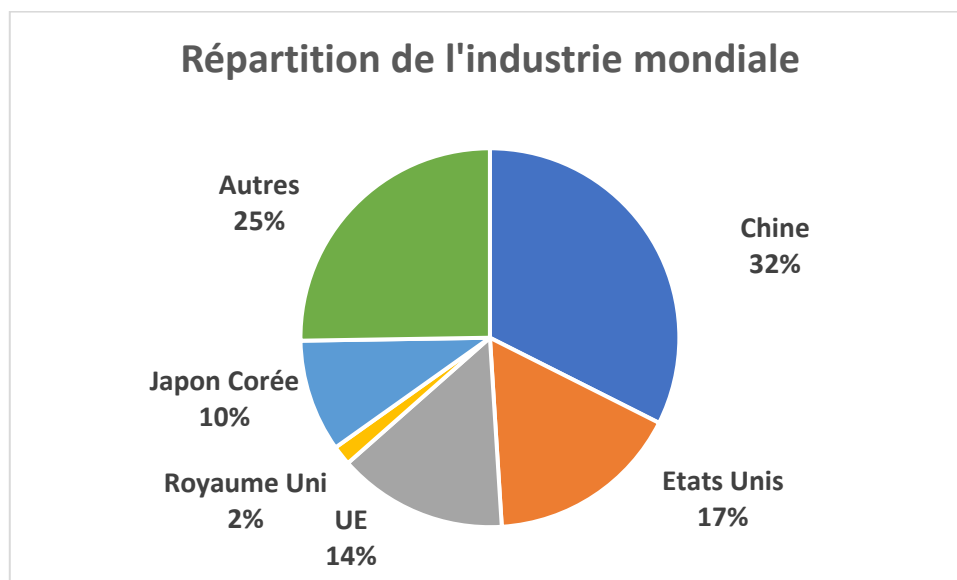
L'industrie dans le monde

Les statistiques globales ne sont pas simples à trouver. La Banque Mondiale présente de très beaux tableaux par pays et par zone économique... mais les Etats Unis n'y figurent pas. Les chiffres varient d'un organisme à l'autre d'environ 20% mais les rapports de force entre pays restent les bons.

Les 50 premières industries mondiales ont produit 15 806 Md\$ en 2024.

La Chine est première avec 5124 Md\$ soit autant que les industries des Etats Unis et de l'Europe, Royaume Unis compris. Un tiers de l'industrie mondiale.

Les Etats Unis avec 2620 Md\$ sont au coude à coude avec l'Union Européenne (2290 Md\$) si on ajoute le Royaume Uni (265Md\$). Un sixième de l'industrie mondiale chacun.



Source : <https://panafricaniste.com/top-50-des-pays-leaders-mondiaux-de-la-production-manufacturiere-en-2024/>

Tout commercial a l'habitude de raisonner sur les parts de marché. Selon que son entreprise est numéro 1, 2 ou 3. La troisième position est souvent la plus mauvaise. Au-delà, la solution est bien souvent la spécialisation technique ou géographique pour retrouver de l'air dans un marché plus petit.

Mettons nous à la table commerciale de Xi Jin Ping ou de Trump. On trouve assez facilement ce qu'ils cherchent à faire pour consolider leur position : rattraper le numéro 1 pour l'un, empêcher le numéro 2 de se relancer.

Les deux ont évidemment l'objectif d'empêcher la montée en puissance du numéro 3 ou de tout autre acteur plus petit (Japon, Corée, Inde, Brésil ...).

C'est bien ce que nous voyons tous les jours.

Regardez la Chine.

Si l'on compare les premiers semestres 2024 et 2025, les exportations chinoises en Allemagne ont monté de 10%, les importations chinoises de produits allemands ont diminué de 14%. Résultats de 30 ans de récupération des technologies occidentales et d'une volonté politique d'autonomie industrielle. Ce pillage continue : il y a encore 600 000 étudiants chinois dans les universités américaines.

Trump en fait tout autant.

Les droits de douane de 15% et plus arrivent avec une baisse de 15% du dollar par rapport à l'Euro et d'autres monnaies : un choc de 30% pour les exportations Allemandes et Italiennes qui sont très importantes en volume. Les exportations françaises sont bien moins orientées vers les Etats Unis.

La guerre commerciale est lancée, elle est concrète.

Mais l'Europe n'a pas perdu d'avance. Je vous renvoie à la conférence de Dominique Bolliet sur le rapport Draghi et sur son dernier commentaire que Christian a mis dans notre dernière lettre Europe.

[Conférence sur le rapport Draghi de Dominique Bolliet du 27 janvier 2025](#)

[Lettre Europe du Club Convaincre du 1 Septembre 2025](#)

L'Europe a tout à fait manqué le virage numérique pris par les Etats Unis, elle investit moins dans le numérique et l'industrie que les Etats Unis. Le PIB par habitant a décroché en 25 ans de 12% par rapport à celui des américains. Mais son industrie reste tout à fait comparable et par bien des aspects plus avancée technologiquement. Draghi rappelle aussi qu'en 2022, l'épargne des ménages de l'Union s'élevait à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis . L'Europe a de l'argent.

Il rappelle que le marché ne marche pas tout seul. Les données américaines sur les années 1990 et 2000 – qui portent l'essor des technologies de l'information et de la communication – indiquent que, pour un dollar dépensé sous forme de capital-risque, l'État américain en a dépensé quatre en faveur du financement des entreprises. L'impulsion de l'innovation est arrivée avant tout grâce à la puissance publique de ce pays soit disant libéral.

Cet « État développeur caché américain » n'intervient pas seulement dans la recherche fondamentale. Il accompagne l'innovation jusqu'à sa commercialisation. Ces quinze dernières années la politique d'aide à l'industrie américaine est en progression constante. Le dernier plan Biden est simplement une plus grosse brique que les précédentes.

La situation française

L'industrie française est la dixième mondiale avec 270 Md\$ de production en 2024, moins de 2% de l'industrie mondiale, seulement 8% de l'industrie européenne, 8% de l'industrie européenne, c'est la moitié de la part de la France dans la population européenne. C'est celle de la population polonaise dans la communauté des 27. Pas de quoi influencer fortement toute seule la politique européenne.

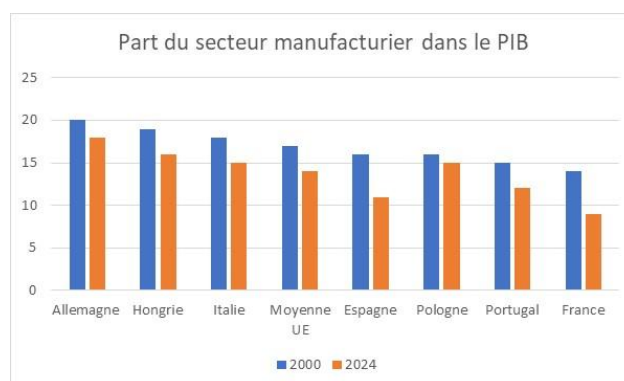
C'est moins de la moitié de l'industrie allemande avec ses 790 Md\$ (5% de l'industrie mondiale). L'industrie italienne est à 315 Md\$, 15 % au-dessus de l'industrie française. Elle est bien plus exportatrice aux Etats Unis, en Chine et en Russie.

La faible prise en compte de la position de la France dans la négociation sur les droits de douane de Trump est le reflet de cette faiblesse industrielle française. Elle aussi un effet de l'incapacité des gouvernements depuis 25 ans à tenir leurs engagements successifs sur le déficit : la France est petite et ne fait pas ce qu'elle annonce.

La position dominante dans les exportations européennes aux Etats Unis de l'Allemagne et de l'Italie a primé dans les négociations sur les droits de douane. A l'inverse de la France, ces deux pays sont naturellement plus portés sur la stratégie commerciale que sur la géopolitique.

Leurs gouvernements et leurs syndicats patronaux ont complètement concentré leurs efforts depuis 6 mois sur leurs entreprises et les moyens de compenser les pertes de ventes. Pendant ce temps, le MEDEF n'a pensé qu'à réduire les salaires et les impôts, le gouvernement n'a parlé que de puissance politique.

L'évolution de l'industrie française est unique en Europe



Source : *Alter Eco Réindustrialiser la France* 106

L'industrie française a perdu en 25 ans le tiers de son poids dans le PIB français. L'industrie européenne n'a perdu que 10%. C'est bien la France qui a perdu le plus en 24 ans et de loin.

La situation ne s'arrange pas en 2025. Le déficit commercial atteint 80 Milliards sur 12 mois contre un excédent de 220 Milliards pour l'Allemagne. La production française reste 6,8% en dessous de son niveau de 2019.

Il y a un décrochage spécifique de la France. La réindustrialisation commence par arrêter la chute. Puis viendra le temps de l'inversion du mouvement.

La souveraineté

Ce mot est arrivé pendant la crise du COVID. La pénurie de masques et de Doliprane a laissé des traces...

Derrière le mot Souveraineté, on pense vite à l'arme nucléaire. Grâce à elle, la France a capacité à se défendre seule. Elle n'est pas soumise à la volonté d'un pays ou d'un groupe de pays.

Quelle signification a ce mot dans la vie économique du pays ?

Je vous propose un détour dans le domaine très particulier des médicaments. Il est entre les mains des 10 ministres de la santé des pays les plus riches du monde. Ils autorisent leur vente dans leur pays et, par différents biais, c'est eux qui achètent aux producteurs. Ils définissent dans leurs appels d'offre les caractéristiques techniques (composition, emballage...) et logistiques dont la garantie d'un stock de sécurité.

En contrepartie de la fourniture des médicaments et de l'existence du stock de sécurité, le fournisseur obtient un certain prix, des garanties de volume, de durée, de date d'entrée du produit générique. C'est donc la France qui exige et qui paye le coût de ce stockage excédentaire par rapport aux bonnes pratiques. La France est souveraine.

Cet hiver, Macron annonce fièrement avoir demandé à la BPI d'investir 320 M€ pour éviter que l'activité de Sanofi sur le Doliprane ne quitte la France. L'activité d'Opelia se limite à l'importation des principes actifs et à leur mise en boîtes de comprimés. L'aspirine est fabriquée en France, elle a des caractéristiques thérapeutiques similaires.

Pourquoi donc cette opération ? Rassurer les familles qui ont toutes une boîte de Doliprane chez elles et qui ont paniqué quand elles n'ont pas pu en acheter autant qu'elles voulaient lors du Covid.

Les pénalités du précédent contrat avec le fournisseur (ici Sanofi) n'étaient pas suffisantes. En finançant directement l'activité de conditionnement du Doliprane, la France a abîmé la crédibilité de sa clause de non rupture de stock. La souveraineté de la France dans le domaine de la santé s'est affaibli avec cet investissement de 320 M€.

Alter Eco dans son numéro sur la réindustrialisation de la France propose cette définition du mot souveraineté :

**Est souverain celui qui est le sujet de son histoire,
et non l'objet de celle des autres.**

Ce n'est pas le sens commun. Cela ne signifie pas tout faire tout seul. C'est choisir librement ce que l'on veut acheter et avoir une position stratégique telle qu'on peut l'acheter à des conditions d'achats acceptables.

La souveraineté de la France est possible sans production de pétrole, d'uranium, de lithium, de cacao...

L'exemple du Doliprane montre que la souveraineté, ce n'est pas que de l'argent. C'est aussi faire appliquer les conditions d'achat prévues dans le contrat, savoir utiliser la puissance de ses positions commerciales, politiques, géographiques, intellectuelles... pour amener le partenaire là où on le souhaite.

L'arrogance des élites françaises leur fait oublier les fragilités de leur pays. La souveraineté est fragile. Deux exemples :

La filière des sous-marins

L'accord américano-britannique Aukus sur les sous marins avec l'Australie a bien affaibli Naval Groupe. Il semble bien que ni Naval Groupe ni les services de renseignement français n'avaient vu venir ce coup de théâtre. Les Américains ne perdent pas une occasion de nous affaiblir.

La filière nucléaire :

Le Canard Enchaîné du 23 juillet de cette année a publié cette nouvelle : Westinghouse a rappelé fin juin à Framatome sa dépendance envers eux pour le système de conduite des Centrales nucléaires et interdit la vente d'EPR dans nombre de pays européens.

La semaine suivante, le Canard signale qu'EDF a annoncé le démantèlement de ses équipes commerciales pour la vente de centrales nucléaires en Europe. Résultat peut être du coup de force de Westinghouse mais aussi des nombreuses réussites des ingénieries coréennes sur les appels d'offre européens.

On peut lire cette triste histoire comme la conclusion des échecs des EPR en Finlande, en France et des surcoûts annoncés à Hinkley Point. Le projet EPR n'est pas au point. Framatome ou EDF n'ont pas annoncé de mesures correctives qui donneraient confiance aux autres opérateurs européens.

Le monde industriel n'est pas tendre pour les entreprises qui loupent des chantiers ou des produits : elles disparaissent.

Pourtant, la France a encore des atouts pour dominer la filière nucléaire en Europe. La France a le bon niveau scientifique, une belle expérience d'exploitation, des ingénieries qui ont l'habitude d'être en concurrence avec les meilleures ingénieries coréennes issues des chantiers navals. Bouygues, Technip et d'autres savent tenir délai et prix pour avoir bu quelques bouillons à leurs frais, non à ceux du contribuable.

Le patriotisme

Le patriotisme économique, c'est avantager une entreprise française par rapport à un concurrent européen, et encore plus s'il est asiatique ou américain pour le seul motif qu'elle est française.

Le patriotisme de pacotille de la droite

L'extrême droite et les Républicains s'auto définissent comme patriotes. Sur le domaine économique, ils n'ont jamais indiqué comment ils le mettaient en œuvre avec leur concepts ultralibéraux.

Un exemple avec le vote de l'Assemblée en juillet sur l'arrêt de tout achat public d'éoliennes et panneaux photovoltaïques.

Si les carottes sont cuites pour les panneaux photo-voltaïques, elles ne le sont pas pour les éoliennes. Les Chinois produisent 60% des éoliennes mondiales et en mettent en service des quantités considérables. Mais les volumes mondiaux restent modestes pour l'industrie mécanique. Les innovations sont encore nombreuses.

Le 8 janvier 2013, Retailleau postait ce tweet : « Appel d'offres pour le parc d'éolien au large de la Vendée... Une bonne nouvelle pour l'environnement et pour l'emploi ». 5 ans plus tard, le 23 février 2018, il saluait toujours sur Twitter : « La Vendée une nouvelle fois pionnière avec le lancement des premières offres de raccordement des énergies renouvelables sur le parc éolien de Chauché ». Un homme politique peut difficilement faire mieux pour inciter des PME à se lancer..

Après le vote de la loi de juillet qu'il a largement soutenue, Retailleau a répondu aux critiques qui ont: « Je n'ai pas dit que je ne voulais pas d'éoliennes, j'ai dit que ce n'était pas à l'Etat de les financer ».

Pas une installation d'énergie nouvelle ne peut exister sans l'accord explicite de l'Etat. La France et singulièrement la région nantaise dispose de plusieurs PME innovantes dans ce domaine. Elles sont en développement, elles ont besoin de capitaux, de trésorerie, de commandes, de garanties de marché. Pour sortir de France, elles ont besoin de référence en France.

De tels votes et de telles déclarations d'un ministre bloquent instantanément les prêts bancaires en cours d'instruction. Plus de sous, arrêt des développements en cours. L'association professionnelle des constructeurs d'éoliennes est évidemment montée au créneau fin juillet. Elle a publié des communiqués, certainement rencontré des ministres. Un temps précieux pour les chefs d'entreprises qui doivent avant tout VENDRE.

Bref de l'anti patriotisme industriel primaire et malheureusement largement inconscient.

La crise du Covid dans l'automobile

La différence avec les constructeurs allemands et leurs fournisseurs allemands a été flagrante lors de la crise du Covid. Les Allemands ont tout de suite mis en place un système partagé de chômage partiel avec leurs fournisseurs.

En France, les livraisons ont toutes été arrêtées le 15 mars 2020, laissant les équipementiers sans ressource pendant des mois. Une bonne partie des plasturgistes de vallée d'Oyonnax ont fait faillite.

Au redémarrage, les constructeurs ont mis en avant leur règle d'or : au moins deux fournisseurs. S'il ne restait plus qu'un Français, la filière française a définitivement perdu ses parts de marché. Les équipementiers avaient déjà subi un tel traitement dix ans auparavant lors de la précédente crise des immatriculations.

Un arbre élagué sauvagement tous les dix ans n'a pas la même vigueur qu'un arbre bien entretenu.

Acheter étranger, c'est avoir l'esprit ouvert

Le Français se doit d'être universaliste. Il faut montrer son ouverture. Cela se traduit dans les grands groupes par une valorisation de l'acheteur ou du chef de projet qui ose acheter en dehors de la France. Vrai dans les sièges parisiens, vrai dans les filiales à l'étranger.

Une PME s'est installée en Malaisie près de grands clients français. Total met à disposition des bureaux mais sa filiale locale ne fait aucun achat dans ce domaine.

Les clients français présents sur la zone ont immédiatement cherché le numéro deux français qui n'avait pas prévu de s'installer dans ce pays. Trois ans plus tard, ils ont été chercher le numéro un mondial, américain et sans expertise sur ces sujets ... Seule raison affichée : faire baisser les prix et montrer son dynamisme d'acheteur.

Dans le même temps, les entreprises allemandes raisonnent différemment. Faut de société allemande dans ce domaine en Malaisie, elles ont fait confiance à la première société européenne (ici française) qui avait fait l'effort de se rapprocher d'eux.

Acheter à un fournisseur étranger est une fierté, une preuve d'un esprit ouvert à l'universel, une preuve de l'application des prétendues lois du marché.

Pas un contrôleur de gestion pour fouiller un peu les surcoûts de ces transactions avec des fournisseurs internationaux par rapport aux livraisons des fournisseurs français historiques. Surcoûts dus à la logistiques, aux incompréhensions techniques liées aux habitudes culturelles, à la multiplication d'avenants que les fournisseurs français ne pensent pas à faire...

Ce n'est pas l'acheteur qui serait alors en défaut, c'est le contrôleur qui serait ringard de ne pas croire à la main invisible du marché parfait.

Le biais cognitif des politiques et fonctionnaires face aux entreprises

Des commandes , pas des aides

Ce sujet revient régulièrement dans nos débats du Club Convaincre. Autant un chef d'entreprise a l'habitude de discuter et de négocier avec les fonctionnaires et les élus. Il traite avec eux comme avec chacun de ses clients. Il s'adapte et organise ses rencontres pour atteindre l'objectif qu'il a en matière d'information, d'autorisation, de contrat... Il sait qu'un fonctionnaire doit justifier ses décisions et pour cela il peut avoir besoin d'information parfois éloignée du sujet. Il sait comment un élu s'exprime en public et le besoin qu'il a d'avoir des arguments sur l'emploi, la pollution, la réalisation de son programme.

L'inverse n'est pas vrai. Fonctionnaires et politiques ignorent le monde de l'entreprise. L'entreprise est au cœur du capitalisme. Son moteur est l'argent. Elle doit faire un bénéfice. Mais faire de l'argent garde une connotation négative dans notre culture. L'entreprise , surtout si on ajoute le qualificatif d'industrielle, garde un côté sale.

Une conséquence de ce refus du caractère financier des entreprises : l'Etat considère avoir fait un grand pas en distribuant une aide financière. Certes cela soulage les dépenses de l'année. Mais cela ne vaut pas une commande. L'Etat français et toutes les collectivités et établissements publics ont le pouvoir magique de donner une référence mondiale de qualité.

Les politiques ou responsables de la fonction publique ne comprennent pas cette notion. Les exceptions à la procédure d'appel d'offre pour des achats innovants restent

confidentielles. Aucune statistique n'est visible sur le site de l'INSEE, preuve du faible intérêt à ce sujet.

Les Etats Unis l'ont compris depuis les années 50 avec le Small Business Act qui oblige les organismes publics à faire une forte proportion de leurs achats aux PME américaines. [Small Business Administration](#)

La NASA a commandé ferme 100 fusées Space X alors que la fusée n'avait pas réussi son premier vol. Elon Musk avait la garantie du volume et a pu construire un outil de production important du premier coup. Pensons aux retards et décalages successifs de financement donc des lancements d'Ariane 5 et Ariane 6. L'Europe y a perdu définitivement des parts de marché.

Récemment, ils viennent d'accorder à Palantir un milliard de dollars par an pendant 10 ans pour faire évoluer leur système de traitement des données militaires.

Quand le gouvernement allemand promet une aide à l'Ukraine, il passe commande d'obus. Deux ans plus tard, les usines sont construites et tournent à fond. Et les Ukrainiens reçoivent les munitions et les armes.

La France, elle, demande aux entreprises d'investir sans commande ferme. Faut il passer d'une production d'un canon CAESAR par mois à 2, à 5 ou à 50 ? Sans réponse, le producteur ne fait rien ou peu. Les reports de crédit dans les plans de relance successifs sont désastreux car les industriels de la défense n'ont aucune confiance dans les calendriers. Ils attendent les commandes fermes avant d'investir.

Puis les reports suivants ne permettent pas le financement des investissements réalisés. Il n'y a pas d'argent magique : délai d'amortissement réel plus long, réinvestissement plus tardif.

Les investisseurs privés ont des règles simples

Le rapport Baverez et Cazeneuve sur l'industrie de la Défense est clair, bien documenté et sérieux dans ses propositions. Mais on y trouve ce même biais sur la nature de l'entreprise privée.

[Rapport Baverez et Cazeneuve Réarmer la France](#)

*On y lit : Produire plus de masse et désengorger la production suppose **donc** une participation accrue du financement privé. Pourquoi ce mot DONC ?*

Les PME ont besoin de commandes fermes pour chercher des fonds qui financeront les augmentation de capacité. Le besoin d'une capacité nouvelle est défini par les commandes à venir, pas par une déclaration de principe sur un besoin de produire plus. C'est la première page du dossier à envoyer aux banques. L'inverse imaginé dans ce rapport est illusoire.

Les entreprises Allemandes ont investi deux ans plus tôt que nous dans les usines d'armements et de munitions utilisés en Ukraine.

Les aides de l'Etat : 212 Milliards dépensés chaque année Quelle contrepartie ?

Comme le rappelle le rapport Draghi, les innovations ne peuvent pas se passer des aides de l'Etat. Pour un dollar dépensé en innovation par les entreprises, les gouvernements américains successifs et ses agences en dépensent quatre.

Avec ce raisonnement, les 212 Milliards d'aide aux entreprises ne sont pas excessifs. Par contre, quelle est leur efficacité ?

[Les aides publiques aux entreprises Vie Publique Sept 2024](#)

Hormis l'aéronautique, quelle filière a pris un essor mondial à l'image du numérique américain ? Trump ne s'y est pas trompé sur sa puissance de nuisance en l'exonérant de tout droit de douane.

Souvenons nous de la farce des restaurateurs qui avaient promis à Chirac des merveilles sur l'emploi et les salaires contre la baisse (contraire aux règles européennes) de leur taux de TVA. Il est vrai que la concurrence chinoise est rude dans ce domaine ! La dépense court toujours...

Depuis plus de 25 ans, le Parlement dénonce l'absence de vérification des résultats sans aucun effet. Par contre, les bénéficiaires de ces niches se sont organisés pour aboyer dès qu'on menace de toucher à ce qui est devenu un avantage acquis. Tout à fait logiquement, une subvention renouvelée chaque année sans explicitation à chaque versement de la contrepartie devient un revenu permanent.

Avantage acquis ou achat de prestation ? L'Etat aurait tout intérêt à penser achat de prestation. Les notions de crédit d'impôt ou d'exemption de cotisations sociales sont néfastes car elles camouflent la dépense. Les subventions sont mises dans la ligne impôt alors que leur objet est une aide à la recherche ou aux renouvellement de machines. A force de camouflage, les directions ne voient plus que le flux financier et savent le défendre comme tel quand il est attaqué.

Je connais une exception. Pour les PME de moins de 250 salariés, le crédit d'impôt correspondant à des dépenses de recherche en 2024 est versé aux PME avant le calcul de l'impôt sur les sociétés. Comptablement, l'aide à la recherche est bien visible.

Négligence face à la maîtrise de l'outil industriel

Encore 810 accidents mortels en entreprise en 2023. Un chiffre stable depuis 1980. Il y avait alors environ 1000 accidents mortels par an. L'un des plus mauvais taux en Europe.

Fin juin, trois élèves mineurs meurent pendant leur stage en entreprise.

Festival de bêtises officielles et renforcement de la mauvaise voie prise par la très grande majorité des entreprises. Prenons le temps d'analyser une des réactions d'Astrid Panosyan-Bouvet, ministre chargée du travail. Un modèle de l'habituelle langue de bois vis-à-vis des entreprises, une démonstration de la conception qu'ont les élites administratives et politiques françaises des entreprises (Le Monde 15 Juillet).

Je veux responsabiliser davantage les entreprises et les donneurs d'ordre,

Que signifie en français le mot responsabiliser ? C'est répondre des faits.

Répondre à qui ? Aux salariés ? Aux actionnaires ? Aux habitants ?

L'entreprise a un but statutaire : faire des bénéfices dans le contexte réglementaire qui lui est imposé. Toute dépense qui sort de ce cadre est un abus de bien social.

- *en limitant, par exemple, les rangs de sous-traitance,*

Un mot facile, compréhensible du public mais qui ne signifie rien. Au contraire, il avalise le principe que l'entreprise ne s'occupe pas du travail qu'elle confie aux collaborateurs des sous-traitants comme de celui qu'elle confie à ses propres salariés.

- *améliorer la prévention pour les publics les plus exposés (jeunes, intérimaires, BTP),*

Là encore pourquoi les jeunes ? N'est-ce pas aux vieux d'accueillir les jeunes par leurs bonnes pratiques ? Donc c'est les anciens et les dirigeants qu'il convient de convaincre.

- *renforcer la culture de la prévention,*

Pour quelle raison ? Quel bénéfice financier en tireront les entreprises qui ignorent le mot ? La prévention, ce sont d'abord des coûts.

La ministre sent bien qu'elle n'a rien dit. Elle passe au deuxième volet :

- *renforcer les outils et les sanctions dont dispose l'Etat, notamment le pouvoir des inspecteurs du travail*

Les inspecteurs du travail ont déjà tous les pouvoirs de police y compris celui de fermer l'entreprise. Sauf si le chef d'entreprise menace de fermer et de licencier tout le monde.

- *et, enfin, mieux accompagner les victimes.*

Une belle conclusion de communicante. Il est obligatoire de commencer ou de finir un discours en parlant des victimes. Le niveau de protection des accidentés en France est très élevé... si l'accident est déclaré. S'il ne l'est pas, et cela est fréquent, la protection est faible ou nulle.

La CGT a réagi en demandant la suppression de ces stages.

Comme si les stages n'avaient pas comme premier objectif de découvrir l'entreprise, ses techniques, ses outils, son organisation. Eloignons les jeunes des dangers et d'une formation qui pourrait apporter plus de compétences utilisables tout de suite.

Les entreprises de manière très majoritaire sont convaincues de ce discours : la sécurité est un coût inutile. Aux salariés de faire attention, aux chefs d'équipe de former leurs équipiers pour qu'ils respectent les consignes forcément parfaites. Au gouvernement de réduire les normes et règlements qui gênent la marche des affaires.

L'autre manière de faire, c'est celle des Suisses, des Allemands et de la plupart des pays européens : un accident est le signe d'une mauvaise maîtrise des opérations. Cela conduit à des heures de travail perdu, des pannes de machines, des défaut de qualité sur les produits et services. Tous ces événements provoquent des coûts supplémentaires. Donc on s'en occupe.

Et pourtant la sécurité au travail a un statut très particulier, ce qui n'est jamais signalé, ou presque : pas un employé, pas un syndicaliste si agressif ou anti capitaliste soit-il, pas un banquier ne conteste qu'il faut éviter les accidents de personnes. C'est le seul objectif qui n'a pas d'adversaire. Le seul lieu où l'on puisse aborder l'organisation, le planning, les prestations des fournisseurs, les réglages des machines, les protections individuelles et collectives de manière sereine.

Un inconvénient : cette démarche entre dans les détails de l'organisation, des savoir faire. Elle montre l'importance des petites mains, l'influence néfaste de décisions des chefs, la difficulté de décrire la réalité du travail.

Plusieurs études affirment que ces coûts cachés représentent plus du tiers de la masse salariale. Rien à voir avec les réductions de mandées de telle ou telle cotisation ou de tel impôt sur la production !

Cette démarche de gribouille de la majorité des entreprises est une conséquence de la stratégie commerciale non dite mais constante de l'industrie française : fabriquer et vendre des produits ou services de moyenne gamme, la zone où la concurrence prix est la plus forte, où l'innovation et la différenciation sont les moins critiques. Donc la priorité à la réduction des dépenses est une évidence.

La démarche inverse, dit le contraire: l'industrie, c'est du professionnalisme, du sérieux et de la mise en commun de toutes les compétences, y compris celle du patron. La bonne référence est mondiale : c'est en visant de devenir le meilleur mondial (le plus fiable, le moins lourd, le moins cher, le plus innovant...) que l'on est moins ballotté par les à coups du marché.

On pourrait parler de l'Education Nationale et de son aversion de plus en plus nette pour les mathématiques, les techniques et même les sciences. L'institut Montaigne s'en est inquiété récemment

[Les Mathématiques à l'école Institut Montaigne Septembre 2024](#)

Conclusion

En conclusion, la réussite de la réindustrialisation de la France passe par une manière différente de voir et de penser les choses. Cela n'engage pas des Milliards en plus, c'est voir les choses autrement.

L'industrie ce n'est pas sale, c'est passionnant. La production n'est jamais assez maîtrisée, les incidents sont toujours trop nombreux, les relations clients ne sont jamais assez proches... Cette compétition permanente entre concurrent est stimulante et sans cesse en mouvement.

L'argent n'est pas diabolique, il n'est pas magique non plus. Les Français enverront leur argent et leurs enfants dans l'industrie quand ils y croiront.

Pour faire quoi ? Peu importe . Mais toujours viser de devenir le meilleur mondial avec une part de marché significative sur le secteur géographique et économique retenu.

Le débat

Statistiquement, les activités tertiaires externalisées par les entreprises industrielles sont-elles comptabilisées comme industrielles ?

Non, mais la distinction entre activités tertiaires et industrielles est difficile. Mais on peut faire l'hypothèse que dans des comparaisons temporelles les critères de classement évoluent peu et que donc cela ne change rien à mon propos sur la désindustrialisation. Si on prenait en compte ces fonctions externalisées classées tertiaires, mais qui dépendent totalement de l'industrie, on arriverait à une activité industrielle double voire triple.

Concernant la question de la souveraineté, il faut considérer l'ensemble de la chaîne de valeur et pas seulement le produit final ; de même il faut prendre en compte les stocks disponibles.

Concernant le Rafale, c'est bien les commandes de l'état qui ont permis le succès de l'avion qui n'a pas connu de commandes à l'exportation pendant 20 ans.

Oui, il s'agit plutôt d'une exception dans la politique française de l'armement.

La suppression des CHSCT a été une catastrophe en matière de sécurité au travail : les statistiques repartent à la hausse. Il reste l'augmentation des cotisations sociales et fonction du taux d'accidents du travail.

Ceci est vrai, mais il ne faut pas oublier que pour les PME, c'est un taux moyen de branche qui est appliqué, ce qui n'est pas incitatif à des efforts au sein des entreprises. Ce qui devrait être incitatif, c'est le calcul des coûts complets d'un accident et l'analyse de l'arbre des causes des accidents qui permet de progresser sur le processus de production. C'est leur non-maîtrise qui est à l'origine des accidents.

Les CHSCT n'ont jamais concerné les PME et dans bien des grandes sociétés, ils ont été pollués par les revendications salariales : on n'achète pas un danger auquel est confronté les salariés, on le supprime ou le réduit

Si les chefs d'entreprise ne tiennent qu'un discours négatif sur l'attitude des fonctionnaires et de l'État, on risque de ne pas faire progresser le dialogue entre les services de l'État et les entreprises, ce qui est essentiel.

Dans les collectivités locales, la commande se fait par appel d'offres sur les 2 méthodes du moins disant ou du mieux disant. En général les techniciens et les responsables politiques ont une bonne connaissance et maîtrise des processus que souvent ils pilotent par ailleurs (voir les exemples de l'incinération des ordures ménagères, de l'eau ou du BTP).

Je n'ai pas parlé de la technicité des acheteurs de l'Etat qui est souvent excellente. J'ai parlé de la conception que toute l'Administration a de l'entreprise.

Où partent les subventions de l'Etat aux entreprises ? reste une question sans réponse satisfaisante. Les entreprises savent contourner les règles pour maximiser les subventions : il suffisait de créer des filiales pour contourner le plafonnement du crédit impôt recherche par entreprise.

Toutes les PME ne peuvent pas être mises sur le même plan ; ainsi on explique très souvent la différence de comportement des PME françaises et allemandes par la taille moyenne beaucoup plus importante des PME allemandes par rapport aux PME françaises. (6,8 salariés en Allemagne contre 2,7 en France source IFM Bonn).

Le comportement vis-à-vis de la maîtrise des opérations dans les deux pays ne dépend pas de leur taille. La densité du réseau dans une région est importante : Paris, Rhône-Alpes et le Nord sont les trois régions qui disposent d'un tissu industriel comparable à celle de l'Italie du Nord ou des zones industrielles allemandes.

Il est proposé une poursuite de ce travail au sein d'un groupe de travail pour aller vers des solutions.

Prochains événements :

Lundi 22 Septembre : Forum avec Jean Marc Guilhot sur les finances publiques et ses marges de manoeuvre

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon**

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

Vous trouverez les compte rendu de nos derniers événements sur notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>